

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

Quimper, le 13/08/2024

Références : ENV-D-24. 0420

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2024

Contexte et constats



Tromelin Nutrition

6 rue de Mézarnou
29400 Plouneventer

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2024 de l'établissement Tromelin Nutrition implanté 6 rue de Mézarnou à Plouneventer (29400). Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Code AIOT : 0005501093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Tromelin Nutrition exerce des activités de fabrication d'aliments pour le bétail. Elle est autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 1997 complétés par les arrêtés préfectoraux du 26 août 2010, 30 juillet 2012, 31 août 2022 et du 13 novembre 2023.

Les thèmes de visite retenus visaient essentiellement les points suivants :

- l'analyse des eaux pluviales et des rejets atmosphériques
- la rétention de liquides inflammables
- la défense incendie
- le nettoyage de l'usine

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection	Proposition de délais
3	Rétention/Stockage liquide inflammable	Arrêté préfectoral du 16/05/1997, Art. 4.71	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/05/1997, Art. 7.2.3		
6	Nettoyage/Tour de manutention	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Art. 3.5		24 heures

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de délai
2	Zone de dépotage/Station service	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, Art. 5.10	2 mois
8	Poussières/VLE	Arrêté préfectoral du 31/08/2022, Art. 3	2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Contrôle/Qualité des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 16/05/1997, Art. 4.6
5	Incident du 18/05/2021/Dispositifs complémentaires	Arrêté Préfectoral du 16/05/1997, Art. 2.6
7	Poussières/Périodicité analyse	Arrêté préfectoral du 31/08/2022, Art. 3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé des écarts relatifs à la prévention des pollutions accidentelles, aux moyens de lutte contre l'incendie et au nettoyage de l'usine (en particulier au niveau inférieur de la tour de manutention).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle/Qualité des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/1997, Art. 4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle/Qualité des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées et traitées dans un bassin de lagunage de 640 m ³ , avant rejet dans le ruisseau de PLOUNVENTER. [...] <p>Au rejet, les caractéristiques des eaux doivent respecter les valeurs limites ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hydrocarbures totaux : 10 mg/l - DCO 125 mg/l - MES : 100 mg/L - DBO5 : 30 mg/l [...]
Constats : L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) les derniers d'analyses d'eaux pluviales. Les analyses ont été effectuées par le laboratoire Capinov le 4 mars 2024. Les résultats sont conformes pour les paramètres indiqués plus haut. L'IIC a constaté sur place la présence de la lagune ainsi que le point de rejet. L'exploitant a déclaré effectuer lui-même le prélèvement d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Zone de dépotage/Station service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, Art. 5.10
Thème(s) : Risques accidentels, Zone de dépotage/Station service
Prescription contrôlée : Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. [...] Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. [...] Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. [...]
Constats : L'IIC a constaté : <ul style="list-style-type: none"> • que la cuve aérienne de 30 m³ contenant du gazole est munie d'une capacité de rétention ; • que l'aire de dépotage à proximité de la cuve de gazole de 30 m³ est étanche ; • la présence d'un avaloir au niveau de la zone qui permet l'évacuation des eaux susceptibles d'être polluées. Les eaux sont traitées par un séparateur à hydrocarbures. Le jour du contrôle, l'exploitant a indiqué à l'IIC que le dernier nettoyage avait été effectué par la société NPI mais n'a pas été en mesure de présenter un justificatif. Par courriel en date du 8 juillet 2024, l'exploitant a transmis un rapport d'intervention pour le nettoyage du séparateur à hydrocarbures effectué par la société Les Récycleurs Bretons (Navaléo) le 7 mai 2024. 6 m³ de déchet ont été évacués. Il appartient à l'exploitant de transmettre le rapport d'intervention de la société NPI.
Type de suites proposées : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 3 : Rétention/Stockage liquide inflammable

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/05/1997, Art. 4.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention/Stockage liquide inflammable
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention [...] Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés [...]
Constats : <u>Concernant la cuve aérienne de 50 m³ de gazole alimentant la station service :</u> l'IIC a constaté la présence de la capacité de rétention associée dans un état correct pour la partie visible. <u>Concernant la cuve enterrée de 30 m³ de GNR alimentant le groupe électrogène :</u> à la demande de l'IIC, l'exploitant a ouvert la bouche donnant accès à la cuve. L'IIC a constaté que le trou d'homme était rempli d'eau ne permettant pas le contrôle de la prescription. Comme indiqué dans l'étude de dangers de 2011, l'exploitant a confirmé que la cuve était double peau et qu'elle était munie d'un détecteur de fuite sans toutefois être en mesure de le prouver. Il a précisé qu'en cas de fuite, il est averti via l'écran de contrôle situé dans le local du groupe électrogène. Cependant, Il n'a pas été en mesure de repérer ce capteur sur l'écran. L'exploitant n'est donc pas en mesure de démontrer que la cuve enterrée de 30 m³ est associée à une rétention et qu'elle est munie d'une détection de fuite.
Type de suites proposées : Mise en demeure

N° 4 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/1997, Art. 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée : L'établissement est pourvu, [...] des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux poteaux d'incendie normalisés d'un diamètre $\varnothing = 100$ mm susceptibles, en fonctionnement simultané, d'assurer un débit ≥ 60 m³/h, - une réserve d'eau de 180 m³ [...] - une colonne sèche ; [...] - des exutoires de fumées, doublés de commandes manuelles, en partie haute de l'établissement. <p>[...] Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement ; [...]</p>
<p>Constats : <u>Concernant les débits des 2 poteaux d'incendie</u> : l'exploitant a indiqué la présence d'un seul poteau situé à l'extérieur à 50 mètres environ de l'entrée du site. Il n'a pas été en mesure de préciser le débit de ce poteau. L'IIC a constaté la présence de ce poteau.</p> <p><u>Concernant la réserve d'eau de 180 m³</u> : L'IIC a constaté la présence d'un bassin étanche à proximité de la lagune. L'eau excédentaire se déverse dans la lagune.</p> <p><u>Concernant la colonne sèche</u> : Elle est située à l'intérieur de l'usine. L'IIC a constaté un encombrement autour de la colonne sèche rendant l'accès difficile. L'exploitant a déclaré que la colonne sèche ne fait pas l'objet de contrôle.</p> <p><u>Concernant les exutoires de fumées</u> : il y en a 4 dans la tour de fabrication et 1 dans la tour d'extrusion. L'exploitant a mis à la disposition de l'IIC le rapport de la vérification des exutoires effectuée le 27/09/2023 par la société Protection Incendie Cornouaille. L'IIC a constaté la présence des commandes manuelles de l'exutoire situées dans la tour d'extrusion.</p>
Type de suites proposées : Mise en demeure

N° 5 : Incident du 18/05/2021/Dispositifs complémentaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/1997, Art. 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incident du 18/05/2021/Dispositifs complémentaires
<p>Prescription contrôlée : Tout incident [...] doit être [...] signalé à l'IIC à qui l'exploitant remet,[...], un rapport précisant [...] les mesures envisagées pour éviter son renouvellement.</p>
<p>Constats : Le 18/05/2021, un départ de combustion a eu lieu au niveau du refroidisseur de l'atelier extrusion. Par courriel en date du 23 juin 2021, l'exploitant avait informé l'inspection que des dispositifs de sécurité complémentaires seraient intégrés à la réfection de la colonne d'extraction d'air depuis le refroidisseur jusqu'au silencieux sommital, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une rampe d'extinction au sein du refroidisseur (action rapide au sein du refroidisseur) ; • une vanne de séparation entre le refroidisseur et la sortie extérieure de l'air extrait (arrêt du tirage naturel). <p>Le jour du contrôle, l'IIC a constaté la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la rampe d'extinction reliée au réseau d'eau ; • de deux vannes de séparation entre le refroidisseur et la sortie extérieure de l'air extrait.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Nettoyage/Tour de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, Art. 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage/Tour de manutention
Prescription contrôlée : Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.
Constats : L'IIC a constaté la présence de poussière accumulée au sol au niveau inférieur de la tour de manutention au pied de l'élévateur. L'exploitant a reconnu que le nettoyage devait être effectué. Il a ajouté que pour lui cette zone n'était pas ATEX. L'IIC rappelle que la tour de manutention et notamment la partie située au pied des élévateurs doit être considérée comme ATEX au regard de l'accidentologie importante dans les silos relative à l'accumulation de poussières.
Type de suites proposées : Mise en demeure

N° 7 : Poussières/Périodicité analyse

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 31/08/2022, Art. 4									
Thème(s) : Risques accidentels, Poussières/Périodicité analyse									
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder, à sa charge, à la mesure des émissions atmosphériques suivantes :									
<table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th> <th>Installations</th> <th>Fréquence</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Poussières</td> <td>Broyage</td> <td>Annuelle</td> </tr> <tr> <td>Poussières</td> <td>Refroidissement des granulés</td> <td>Annuelle</td> </tr> </tbody> </table>	Paramètres	Installations	Fréquence	Poussières	Broyage	Annuelle	Poussières	Refroidissement des granulés	Annuelle
Paramètres	Installations	Fréquence							
Poussières	Broyage	Annuelle							
Poussières	Refroidissement des granulés	Annuelle							
Constats : Par courriel en date du 8 juillet 2024, l'exploitant a transmis le rapport d'analyse des rejets atmosphériques référencé 134228062-001-1 réalisé par l'APAVE. Les analyses ont été effectuées les 19 et 20 juin 2024.									
Type de suites proposées : Sans suite									

N° 8 : Poussières/VLE

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 31/08/2022, Art. 3																
Thème(s) : Risques accidentels, Poussières/VLE																
Prescription contrôlée : Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites suivantes (moyenne sur une durée d'1/2 heure) :																
<table border="1" style="width: 100%;"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th> <th>Installations</th> <th>Débit massique</th> <th>Concentration</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Poussières</td> <td>Broyage</td> <td>5 kg/h</td> <td>10 mg/Nm³</td> </tr> <tr> <td>Poussières</td> <td>Refroidissement des granulés</td> <td>5 kg/h</td> <td>20 mg/Nm³</td> </tr> <tr> <td>Poussières (sèches et humides)</td> <td>Autres installations</td> <td>5 kg/h</td> <td>30 mg/Nm³</td> </tr> </tbody> </table>	Paramètres	Installations	Débit massique	Concentration	Poussières	Broyage	5 kg/h	10 mg/Nm ³	Poussières	Refroidissement des granulés	5 kg/h	20 mg/Nm ³	Poussières (sèches et humides)	Autres installations	5 kg/h	30 mg/Nm ³
Paramètres	Installations	Débit massique	Concentration													
Poussières	Broyage	5 kg/h	10 mg/Nm ³													
Poussières	Refroidissement des granulés	5 kg/h	20 mg/Nm ³													
Poussières (sèches et humides)	Autres installations	5 kg/h	30 mg/Nm ³													
Constats : D'après le rapport cité dans le constat N°7, les résultats sont conformes. L'IIC constate que les essais ont duré 60 minutes et non 30 minutes.																
Type de suites proposées : Demande de justificatif à l'exploitant																



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PROJET D'ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

Société TROMELIN NUTRITION

Installation de fabrication d'aliments pour le bétail

6 rue de Mézarnou 29400 Plouneventer

LE PREFET DU FINISTERE
Officier de la Légion d'honneur

- VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 " Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable " ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°97/1120 du 16 mai 1997 autorisant la société Aliments Morvan à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication d'aliments pour bétail à PLOUNEVENTER ;
- VU** les arrêtés préfectoraux n°61-10 AI du 26 août 2010, n°16-2012 AI du 30 juillet 2012, n°2022-32 AI du 31 août 2022 et n°2023/48 AI du 13 novembre 2023 imposant des prescriptions complémentaires à la société TROMELIN NUTRITION ;
- VU** le dossier de mise à jour de l'étude de dangers de juin 2011 ;
- VU** le récépissé de changement d'exploitant du 28 novembre 2003 donnant acte à la société TROMELIN NUTRITION en tant que nouvel exploitant des installations précédemment exploitées par la société des Aliments MORVAN ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées référencé ENV-D-23 en date du adressé à la société TROMELIN NUTRITION le ;
- VU** Les observations/l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 16 mai 1997 susvisé précise à l'article 4.7.1 que :

- « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention [...] »
- Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés [...]"

CONSIDÉRANT que d'après le dossier de mise à jour de l'étude de dangers susvisé, la cuve enterrée est double peau et est munie d'un détecteur de fuite ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 29 mars 2024 :

- l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté après ouverture de la bouche donnant accès à la cuve, que le trou d'homme était rempli d'eau, ne permettant pas le contrôle de la prescription ;
- l'exploitant a confirmé que la cuve était double peau et qu'elle était munie d'un détecteur de fuite sans toutefois être en mesure de le prouver ; il a précisé qu'en cas de fuite, il était averti via l'écran de contrôle situé dans le local du groupe électrogène mais n'a pas été en mesure d'indiquer la présence de ce capteur sur l'écran ;

CONSIDÉRANT dès lors que les mesures de prévention d'une pollution accidentelle ne sont pas assurées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 16 mai 1997 susvisé précise à l'article 7.2.3 que :

- "L'établissement est pourvu, [...] des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum :
- deux poteaux d'incendie normalisés d'un diamètre $\varnothing = 100$ mm susceptibles, en fonctionnement simultané, d'assurer un débit ≥ 60 m³/h, [...]
- Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement";

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 29 mars 2024 :

- l'exploitant a indiqué la présence d'un seul poteau situé à l'extérieur du site à 50 mètres environ de l'entrée du site et n'a pas été en mesure de préciser le débit ;
- l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté la présence de ce poteau incendie ;
- l'exploitant a déclaré que la colonne sèche ne faisait pas l'objet de contrôle ;

CONSIDÉRANT dès lors que le caractère suffisant de la défense incendie n'est pas justifié ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 28 décembre 2007 susvisé précise à l'article 3.5 que : "Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements".

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 29 mars 2024, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté la présence de poussière accumulée au sol au niveau inférieur de la tour de manutention au pied de l'élévateur ;

CONSIDÉRANT dès lors que le risque de prévention d'un incendie, ou d'une explosion de poussières n'est pas suffisamment prévenu ;

CONSIDÉRANT que face à cette situation et eu égard à l'importance des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société TROMELIN NUTRITION de respecter les dispositions des articles 4.71 et 7.2.3 de l'arrêté du 16 mai 1997 susvisé d'une part, et de l'article 3.5 de l'arrêté du 28 décembre 2007 susvisé d'autre part ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du FINISTERE,

ARRETE

Article 1 :

La société TROMELIN NUTRITION est mise en demeure de respecter, sous un délai maximal de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 4.71 et 7.2.3 de l'arrêté du 16 mai 1997 susvisé relatif respectivement à la capacité de rétention de la cuve enterrée et à la suffisance des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

Article 2 :

La société TROMELIN NUTRITION est mise en demeure de respecter, sous un délai maximal de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.5 de l'arrêté du 28 décembre 2007 susvisé relatif à la propreté.

Article 3

Dans le cas où une des obligations prévues au présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant, ce dernier s'expose à une ou plusieurs des mesures et sanctions administratives mentionnées au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal de Rennes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours, accessible par le site www.telerecours.fr

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement en sa qualité d'inspecteur des installations classées et le directeur de la société TROMELIN NUTRITION sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié ce jour à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Plouneventer.